



LA TERRE AUX JEUNES

À l'heure où s'opère une profonde transition entre générations dans le monde agricole suisse, le métier intéresse toujours plus de jeunes. Or, l'accès à la terre n'est pas si simple, que l'on soit issu du séraïl ou non. Quels sont les défis qui attendent les agricultrices et agriculteurs de demain ? Tour d'horizon et témoignages en Suisse romande.

Nous vivons un moment clé dans l'histoire de l'agriculture en Suisse. Chaque jour, deux ou trois fermes disparaissent et, d'ici à 2035, la moitié des chefs d'exploitation agricole actuels seront à la retraite. Si l'on désire préserver la biodiversité et assurer la résilience de notre système alimentaire, les choix des prochaines années seront cruciaux à l'échelle nationale. Fort heureusement, on constate actuellement un certain élan vers les métiers de la terre. Seuls ou en couple, de tous âges et de tous horizons, beaucoup se lancent en quête d'un retour à la simplicité, pour produire de leurs mains dans le respect de la nature, et laisser derrière eux un quotidien souvent trop virtuel.

La terre inaccessible

Mais la réalité est rude. Outre l'érosion des fantasmes liés au métier, ce qui guette les futurs agricultrices et agriculteurs, c'est la désillusion face à la réalisation des réalités réglementaires politiques ou légales et aux contraintes du marché. Parce que, pour pouvoir en vivre, il faut s'accrocher. Tout en rêvant grand. «Le constat est alarmant, s'inquiète Berthe Darras, secrétaire et responsable de la commission Jeunes chez Uniterre. Aujourd'hui, 30% des jeunes qui sortent de formation agricole sont sans terre, contre 60% dans les formations maraîchères. Et les chiffres sont en constante augmentation.» En cause, un accès qui s'apparente parfois au parcours du combattant.

La Suisse défend une agriculture familiale : la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR) empêche ainsi la vente de terrains agricoles à des sociétés, mais permet une passation intra-familiale à un prix entre quatre et cinq fois plus bas que la valeur de rendement. Cette protection des familles agricoles, centrale dans l'histoire de ce secteur, joue aujourd'hui contre les néo-paysans, de plus en plus nombreux à opter pour une reconversion dans l'agriculture. Au contraire, afin d'augmenter leur com-

pétitivité, la Confédération souhaite un agrandissement des fermes existantes. Les agriculteurs étant payés à la surface et la loi foncière pour les entreprises agricoles empêchant de morceler les domaines, l'achat de tels terrains ne peut se faire qu'à condition d'accepter un lourd endettement, à défaut de posséder un capital de départ conséquent. Les aides existent – elles peuvent provenir aussi bien de l'État que de fondations – mais elles ne sont pas accessibles à tous. S'y ajoute une condition : pour prétendre à un terrain agricole, il faut être passé par une filière de formation reconnue, comme un CFC ou une haute école d'agriculture. L'expérience – ou les formations alternatives, universitaires ou non – sont plus difficilement reconnaissables. Quoi qu'il en soit, acheter une ferme quand on n'est pas du monde paysan, cela relève de la gageure.

La solution la plus utilisée pour débiter, et pour laquelle ont opté la moitié des exploitants de fermes helvétiques, c'est la location. Cela ne garantit pas la facilité pour autant. Pour commencer une activité, il faut reprendre un inventaire (animaux, machines, etc.) pour un prix de départ atteignant facilement plusieurs centaines de milliers de francs, et parfois s'adapter aux pratiques agricoles de ceux qui louent pour une durée précaire – ce qui n'est souvent pas au goût des jeunes agriculteurs. « Pour toutes ces raisons, la tendance est à la reprise collective, explique Mirjam Bühler, collaboratrice au sein de l'Association des petits paysans. Les associations foisonnent, mais font souvent face à des difficultés législatives, la LDFR permettant difficilement de porter à plusieurs la responsabilité d'un projet. »

Gagner sa vie

Une fois l'acquisition concrétisée, le frein principal rencontré est le manque de main-d'œuvre agricole sur le marché. La faute à des salaires souvent honteusement bas, y compris pour les agriculteurs. La majorité des repreneurs ou repreneuses se retrouvent seuls sur leurs fermes et bénéficient, pour certains, d'un peu d'aide grâce au bénévolat. Les produits agricoles sont faiblement valorisés et la marge sur les denrées alimentaires brutes est très étroite. « En moyenne, le montant des paiements directs est à peu près équivalent aux revenus des exploitations agricoles, explique Hélène Bougouin, spécialiste en permaculture et micro-

fermes à l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL). Sans ces derniers, pas de bénéfices. » À ce défi s'ajoute celui de la charge administrative. Largement sous-estimée par celles et ceux qui débutent et extrêmement chronophage, elle atteint aujourd'hui des niveaux sans précédent et imprègne tous les aspects du métier, tout en n'entrant pas en compte dans la rémunération.

Un monde qui change

Au chapitre des motivations, on entend régulièrement les représentants de la jeune génération citer l'aspect relationnel de ce métier. Or, créer et entretenir le lien avec la clientèle n'est pas évident. « Promouvoir des modèles de proximité, c'est bien, mais il faut que la consommation suive ! » s'exclame Delphine Piccot, conseillère en microferme et agriculture urbaine chez Prométerre. Depuis quelques mois, la vente directe est en perte de vitesse, une tendance inquiétante qui s'est accentuée dès la fin des mesures liées au Covid. Face à toutes ces difficultés, les jeunes agriculteurs peinent souvent à trouver un soutien adéquat, quand ils ne subissent pas le manque de coopération d'anciennes générations conservatrices, dont certains représentants voient d'un mauvais œil des changements de pratiques agricoles pourtant nécessaires dans un monde en pleine mutation. « Les cas de dénonciation et de lynchage ne sont pas rares », s'attriste Berthe Darras.

Enfin, reste le défi majeur de notre temps : le climat et l'adaptation aux nouvelles problématiques environnementales, pour lesquelles les actrices et acteurs du monde agricole sont aux premières loges. Peu abordé dans la politique agricole, cet aspect fait pourtant déjà partie intégrante du quotidien des paysans. Comme tous les changements, il offre autant d'opportunités de renouvellement et d'apprentissage qui sonnent comme des challenges fascinants pour toute une génération portée par l'envie de créer du sens et de partager des valeurs communes malgré la complexité de la tâche. Des bâtisseurs du monde de demain, qui méritent toute notre considération et notre appui.

Camille Saladin